

Alger-Paris, la brouille

© D.
R.



Alors que toutes les conditions étaient réunies pour la tenue à Alger d'une session du Comité intergouvernemental de haut niveau, le déplacement de la délégation française a été annulé de manière inopinée. Matignon avance "le contexte sanitaire" pour justifier le report de la visite, mais des sources diplomatiques françaises affirment que la raison se trouve dans le fait qu'Alger n'a pas validé le format de la délégation française et la réduction de la durée de la visite.

Matignon a annoncé jeudi dernier en début de soirée, dans un communiqué, l'annulation surprise de la visite du Premier ministre français, Jean Castex, à Alger. Ce dernier devait entamer, aujourd'hui, une visite dans notre pays, pour la tenue de la cinquième session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN).

Le communiqué précise que la tenue de cette session est reportée sine die "compte tenu du contexte sanitaire". "L'épidémie de Covid-19 ne permettant pas à ces délégations de se retrouver dans des conditions pleinement satisfaisantes", le CIHN "est donc reporté à une date ultérieure, lorsque le contexte sanitaire sera plus favorable", a ajouté Matignon.

Selon des sources concordantes algériennes et françaises citées par l'AFP, la réduction de la composante de la délégation française et celle de la durée de la visite sont les raisons qui expliquent l'ajournement tardif du comité.

"Le format de la délégation n'est pas à la hauteur, selon Alger", a fait savoir une source diplomatique française. Une source algérienne a confirmé cette version des faits en indiquant que "la visite a été réduite à une seule journée et la délégation à quatre ministres".

“C’est un sous-format alors qu’il y avait beaucoup de dossiers bilatéraux à étudier”, souligne-t-on côté algérien. Parmi les ministres qui devaient accompagner Jean Castex à Alger, figurent le chef du Quai d’Orsay, Jean-Yves Le Drian, et Bruno Le Maire, ministre de l’Économie et des Finances. Ces derniers avaient d’ailleurs libéré leurs agendas respectifs pour demain.

En 2017, ils figuraient parmi une dizaine de ministres français ayant pris part à une réunion de même type tenue à Paris, sous la présidence des ex-Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Édouard Philippe. Depuis, les rencontres du CIHN ont été interrompues à cause notamment du Hirak, de la crise sanitaire et de la maladie du président Tebboune.

La cinquième session qui vient d’être reportée devait inaugurer, selon Matignon, une nouvelle étape dans le réchauffement des relations bilatérales, engagé par le président Emmanuel Macron et son homologue algérien.

“La visite du Premier ministre s’inscrit dans le réengagement de la relation voulue par les deux présidents, dans un nouveau climat de confiance”, ont expliqué à la presse française des sources proches de Jean Castex, qui ont décrit sa visite comme “un geste d’amitié vis-à-vis de l’Algérie”.

Outre son soutien assumé au président Tebboune, Emmanuel Macron a multiplié ces derniers mois les gestes symboliques pour régler le contentieux mémoriel avec l’Algérie. Il a notamment reconnu la responsabilité de l’armée française dans la disparition de l’avocat Ali Boumendjel et a annoncé des mesures pour faciliter l’accès des archives sur la guerre de l’Indépendance de l’Algérie.

Outre les dossiers de coopération économique et d’investissement français en Algérie, le CIHN devait examiner d’autres questions liées au sécuritaire et à la lutte contre les groupes terroristes dans le Sahel. Selon Matignon, des accords “dans quelques domaines de coopération” devaient être signés. Mais aucune information n’a été donnée sur leur contenu.

Les autorités françaises n’ont, par ailleurs, pas indiqué si une autre date pour la réunion du CIHN devrait être fixée prochainement. Il est à noter que l’annulation du voyage de Jean Castex a été annoncée quelques heures après la réception du chef d’état-major des armées français, le général François Lecointre, à Alger, au ministère de la Défense nationale.

Samia LOKMANE-KHELIL